

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est, en République Démocratique du Congo, le principal centre indépendant de recherche, de formation, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 2016 par le Professeur Kabwita Kabolo Iko, l'IRGES est un établissement d'utilité publique reconnu par les Arrêtés-Ministériels N°MIN.RST/CAB.MIN/054/2018 portant agrément des activités scientifiques et technologiques de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques et N°125/CAB/MIN/CA/PKB/2018 accordant avis favorable valant autorisation de fonctionnement de la Maison d'éditions IRGES.

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. Il associe, au travers de ses études et ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale et dispose d'un personnel-ressource capable de réfléchir largement sur les domaines indiqués et de proposer en forme textuelle et contextuelle des orientations, de la documentation et même des projets finalisés.

DOMAINES DE RECHERCHE

Prospections diplomatiques et géopolitique africaine
Organisations intergouvernementales et Intégration régionale
Etudes stratégiques sur le monde asiatique
Résolution des conflits, Conseil stratégique et prospection sur la paix et la sécurité
Pratique de négociation internationale et d'affaires
Droits humains et Droit humanitaire
Gender et Promotion des droits de la femme
Pratiques démocratiques et de bonne gouvernance
Communication, Coaching politique et Relations publiques
Marketing politique et leadership axés sur les résultats
Développement durable, Environnement et Ecologie
Management des projets nationaux et internationaux
Statistiques, Etudes économiques et sociales
Santé publique
Intelligence Artificielle et Télécommunications
Psychopédagogie

SERVICES OFFERTS

Formations
Réunions scientifiques
Gestion de projets
Revue Intelligence Stratégique
Accueil de stagiaires
Consultation d'experts
Bibliothèque numérique et en dur
IRGES éditions

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est ouvert et intéressé vis-à-vis de toutes personnes, structures, institutions, entreprises ou organisations dont les domaines d'interventions et les services susmentionnés pourraient être de plus utiles à leur progrès, leur rentabilité, leur notoriété et leur reconnaissance populaire.

E-ISSN : 3006-5488 ; P-ISSN : 3006-547X
<https://doi.org/10.62912/JYTU3565>
www.revue-is.org



Maquette couverture : Editions IRGES Kinshasa-Gabrie

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

2026



3^{ème}

GRANDE CONFERENCE

CORPS DE L'ELITE SCIENTIFIQUE DE L'UDPS
CES-UDPS

THEME

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

Du 22 au 23 Juin 2026 - HILTON KINSHASA

NUMERO SPECIAL

«La science au service au peuple»



**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro Spécial, Juillet 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 89 7175 074 ; 82 006 1696

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 9, Numéro Spécial

Juillet 2026

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/CES-UDPS0009>

www.revue-is.org

DIGITALISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET REGISTRE NATIONAL DE LA POPULATION. LE REGISTRE NATIONAL DE LA POPULATION

Prof. Elisée ILUNGA MBUYAMBA

DG de l'ISTA Kinshasa

2ème Vice Coordonnateur Scientifique du CES-UDPS

RÉSUMÉ

Cette étude analyse la digitalisation de l'administration publique congolaise à travers la création du Registre national des personnes physiques et du Registre national des personnes morales. Elle montre que l'interconnexion des bases de données publiques, l'adoption d'un identifiant unique et la mise en place d'une plateforme nationale d'interopérabilité permettraient d'améliorer la transparence administrative, la sécurité nationale, la mobilisation des recettes publiques, la qualité des services et le climat des affaires. Dans le cadre du partenariat USA-RDC, cette réforme pourrait également favoriser le transfert de technologies, renforcer la cybersécurité et soutenir la modernisation durable de l'État congolais.

Mots-clés : *Administration numérique, Gouvernance numérique, Registre National, Identifiant unique, Transformation digitale.*

ABSTRACT

This study analyzes the digitization of the Congolese public administration through the creation of the National Registry of Natural Persons and the National Registry of Legal Entities. It shows that the interconnection of public databases, the adoption of a unique identifier, and the establishment of a national interoperability platform would improve administrative transparency, national security, public revenue collection, service quality, and the business climate. Within the framework of the U.S.-DRC partnership, this reform could also promote technology transfer, strengthen cybersecurity, and support the sustainable modernization of the Congolese state.

Keywords : *Digital Administration, Digital Governance, National Registry, Unique Identifier, Digital Transformation.*

INTRODUCTION

La transformation numérique des administrations publiques est devenue un pilier incontournable de la gouvernance moderne (OCDE, 2020). Les États qui disposent d'un système intégré d'identification des citoyens et des organisations améliorent significativement la qualité de leurs services publics, la transparence administrative ainsi que leur capacité de mobilisation des ressources publiques.

En République Démocratique du Congo, plusieurs institutions publiques disposent déjà de bases de données sectorielles (CENI, DGI, CNSS, DGM, GUCE, ONIP, etc.). Toutefois, ces systèmes fonctionnent de manière isolée et ne permettent pas une circulation harmonisée de l'information entre les administrations. Cette situation favorise les doublons, la fraude documentaire, la corruption et réduit l'efficacité des politiques publiques.

L'enjeu dépasse la seule modernisation administrative. Selon l'initiative Identification for Development de la Banque mondiale (ID4D, 2021), près de 850 millions de personnes dans le monde ne disposent d'aucune pièce d'identité officielle, dont une part considérable en Afrique subsaharienne. En RDC, la faiblesse de l'état civil prive des millions de citoyens de l'accès aux droits, aux services sociaux et à la vie économique formelle, tout en privant l'État d'une connaissance précise de sa population. L'identification constitue ainsi la première des infrastructures : sans identité juridique fiable, ni la fiscalité, ni la sécurité sociale, ni le crédit, ni la démocratie électorale ne peuvent fonctionner de manière optimale.

Le partenariat stratégique entre les États-Unis et la RDC constitue une opportunité exceptionnelle pour accélérer cette modernisation grâce au transfert de technologies, au développement des infrastructures numériques, au renforcement de la cybersécurité et à la formation des ressources humaines.

I. FONDEMENTS CONCEPTUELS

I. 1. Digitalisation de l'administration publique

La digitalisation consiste à transformer les processus administratifs traditionnels en services numériques interconnectés permettant un échange sécurisé des données entre les administrations. Elle vise à améliorer : la rapidité des procédures ; la qualité des services publics ; la transparence administrative ; la réduction des coûts ; la lutte contre la corruption.

Selon la Banque mondiale (2021), les gouvernements numériques favorisent une administration plus efficace, plus inclusive et davantage orientée vers les citoyens.

I. 2. Registre National des Personnes Physiques (RNPP)

Le RNPP constitue la base de données officielle recensant tous les citoyens et résidents du pays grâce à un identifiant unique national (NIU). La source principale (données fondatrices) relève du Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et des Affaires Coutumières. Les principales données comprennent : identité civile ; sexe ; date et lieu de naissance ; nationalité ; résidence ; statut de vie. L'exemple simplifié du Master Data RNPP est présenté à la figure 1.

Champ	Description
NIU	Identifiant unique national
Nom	Nom officiel
Prénom	Prénom(s)
Sexe	M/F
Date de naissance	Date officielle
Lieu de naissance	Localité officielle
Nationalité	Nationalité actuelle
Statut	Vivant / Décédé
Province de résidence	Référence géographique
Téléphone principal	Contact principal



Fig.1 Structure simplifiée du Master Data RNPP

I. 3. Registre National des Personnes Morales (RNPM)

Le RNPM centralise les informations officielles relatives aux entreprises, ONG, associations et autres organisations légalement reconnues. Les données de référence comprennent notamment : numéro RCCM ; dénomination sociale ; forme

juridique ; activité principale ; représentant légal ; statut juridique. La source principale relève du Ministère de la Justice et Garde des Sceaux, tandis que le Guichet Unique de Création d'Entreprise (GUCE) en constitue la source opérationnelle.

Champ	Description
NIU PM	Identifiant unique de l'entité
Numéro RCCM	Identifiant unique Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
Dénomination sociale	Nom officiel
Forme juridique	SARL, SA, ONG, Association, etc.
Date d'immatriculation	Date officielle
Objet social	Activité principale
Adresse du siège	Adresse de référence
Représentant légal	Référence RNPP
Statut	Active, Dissoute, etc.



Fig.2 Structure simplifiée du Master Data RNPM

II. ENJEUX DE LA DIGITALISATION DANS LE CONTEXTE DU PARTENARIAT USA-RDC

Le partenariat stratégique USA-RDC ne pourra pleinement produire ses effets que si la République démocratique du Congo parvient à surmonter les faiblesses persistantes de sa gouvernance administrative. Celles-ci se manifestent notamment par la multiplicité des bases de données publiques non interconnectées, les fraudes, les doublons, la corruption, l'absence d'un registre centralisé des citoyens et des entreprises, la faible traçabilité des transactions administratives, les difficultés de mobilisation des recettes publiques ainsi que la confiance limitée des investisseurs dans la qualité des institutions. Ces contraintes réduisent considérablement l'efficacité de l'action publique et la compétitivité économique du pays.

Dans ce contexte, le partenariat USA-RDC offre d'importantes perspectives de modernisation, notamment à travers le transfert de technologies, le développement des infrastructures numériques, le renforcement de la cybersécurité et la formation des cadres congolais. Ces différents apports pourraient permettre à la RDC de bâtir une administration plus intégrée, plus transparente et mieux adaptée aux exigences de la gouvernance moderne, tout en améliorant la qualité des services publics et le climat des affaires.

Par ailleurs, la mise en œuvre du Registre national des personnes physiques et du Registre national des personnes morales contribuerait directement au renforcement de la sécurité nationale. Elle améliorerait la sécurité des personnes et des biens, lutterait plus efficacement contre la criminalité financière et le

financement des groupes armés, assurerait une meilleure gestion des frontières. Elle renforcerait les capacités de renseignement grâce à l'analyse prédictive des menaces et à la détection des réseaux criminels, ainsi qu'améliorerait la planification et l'anticipation des dispositifs sécuritaires.

III. ARCHITECTURE CIBLE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE NUMÉRIQUE

L'architecture proposée repose sur trois composantes essentielles.

III. 1. Les registres nationaux

Le RNPP et le RNPM constituent la source unique de vérité (« Single Source of Truth ») pour toutes les données de référence.

III. 2. La plateforme nationale d'interopérabilité

Cette plateforme assure l'échange sécurisé des données entre les ministères sans transfert de propriété des données. Chaque institution demeure propriétaire de ses informations métiers.

Cette architecture doit être adossée à un cadre juridique de protection des données personnelles. La collecte et l'échange de données d'identité exigent une loi dédiée, une autorité indépendante de contrôle, des règles strictes de finalité et de traçabilité des consultations, ainsi que des standards de sécurité alignés sur les référentiels internationaux (ISO 27001, cadre de cybersécurité du NIST).

L'hébergement des registres dans des centres de données souverains, situés sur le territoire national et opérés par des compétences congolaises, est également une exigence de souveraineté : les données de la population constituent un actif stratégique au même titre que les ressources du sous-sol.

III. 3. Les services publics numériques

L'ensemble des administrations (Justice, Santé, Éducation, Fonction publique, DGI, CNSS, DGDA, ANAPI, CAMI, etc.) utilise les données du registre afin d'offrir des services cohérents et harmonisés.

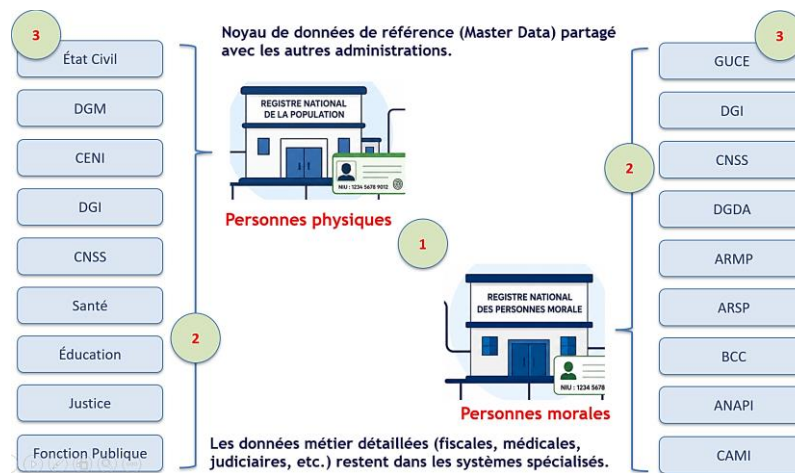


Fig.3 Architecture cible de l'administration numérique

Cette architecture respecte les principes internationaux de gouvernance des données : source unique officielle ; propriétaire métier unique ; partage sécurisé ; qualité des données ; interopérabilité.



Fig. 4 Principe basé sur la source unique de vérité

IV. FEUILLE DE ROUTE DE MISE EN ŒUVRE

Pour la digitalisation de l'administration publique congolaise, il est proposé une feuille de route organisée en quatre phases principales.

Tableau n°01 : Feuille de route pour la digitalisation de l'administration publique congolaise

Phases	Intitulés	Actions principales	Résultats attendus
Phase 1	Élaboration du cadre institutionnel et juridique	Mise en place du cadre institutionnel et juridique ; création des bases de données fondatrices.	Établissement des fondements juridiques, institutionnels et techniques nécessaires à la digitalisation de l'administration publique.
Phase 2	Fiabilisation des données	Nettoyage des données ; suppression des doublons ; normalisation ; création des identifiants uniques ; mise en place d'un mécanisme permanent de mise à jour.	Constitution de bases de données fiables, cohérentes, actualisées et sécurisées.
Phase 3	Plateforme nationale d'interopérabilité	Déploiement des API gouvernementales ; mise en place de mécanismes d'échange sécurisé ; adoption de protocoles de gouvernance des données.	Interconnexion des administrations publiques et échange sécurisé des données entre les différentes institutions.
Phase 4	Numérisation des services publics	Création d'un portail numérique unique donnant accès à l'ensemble des services administratifs.	Facilitation de l'accès des citoyens et des entreprises aux services publics en ligne.

V. ANALYSE DES SYSTÈMES EXISTANTS

Plusieurs initiatives nationales existent déjà. Cependant, elles demeurent peu intégrées. Le principal problème n'est donc pas l'absence de données, mais l'absence : d'interopérabilité ; d'identifiant unique ; et de gouvernance commune des données. Cette observation rejoint les recommandations formulées par les Nations Unies (UN E-Government Survey, 2024), qui soulignent que l'interopérabilité constitue aujourd'hui la pierre angulaire des administrations numériques performantes.

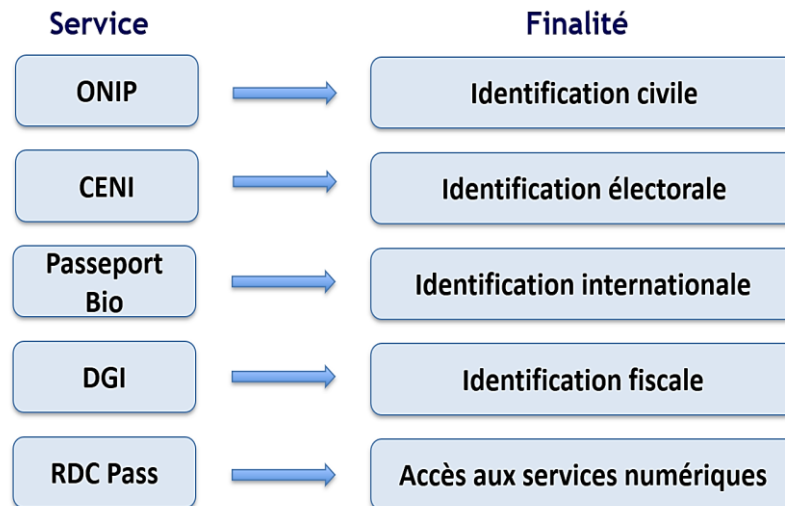


Fig. 5 Projets existants

VI. DISCUSSION

Les expériences internationales démontrent que les registres nationaux intégrés permettent : d'améliorer la qualité des statistiques nationales ; de réduire la fraude ; de renforcer les recettes fiscales ; d'améliorer la sécurité nationale ; de simplifier les démarches administratives.

L'Estonie constitue l'un des exemples les plus aboutis avec son système X-Road, tandis que l'Inde a profondément modernisé son administration grâce au programme Aadhaar (World Bank, 2021). Dans le cas de la RDC, la réussite du partenariat USA-RDC dépend largement de la capacité du pays à mettre en place une gouvernance numérique crédible reposant sur un registre national fiable.

Ces expériences méritent d'être précisées, car elles fixent l'ordre de grandeur des gains possibles. En Estonie, la plateforme X-Road, fondée sur le principe de la donnée déclarée « une seule fois » (once only), interconnecte l'ensemble des administrations et fait économiser chaque année, selon les estimations officielles, l'équivalent de centaines d'années de travail administratif cumulées. En Inde, le programme Aadhaar a attribué un identifiant biométrique à plus d'un milliard de personnes et permis, en fiabilisant le versement direct des prestations sociales, d'éliminer des millions de bénéficiaires fictifs et de réaliser des économies budgétaires considérables (World Bank, 2021). Plus près de la RDC, le Rwanda et le Ghana ont démontré que des États africains peuvent déployer en quelques années des systèmes d'identité numérique opérationnels adossés à leurs services publics.

VII. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Au vu de ce qui précède, les principales recommandations stratégiques sont : faire du Registre National un projet présidentiel prioritaire ; élaborer dans un bref délai le cadre institutionnel et juridique du projet ; identifier les services de l'État et définir leur rôle dans le projet conformément aux règles de gouvernance numérique ; mettre en place un service pour superviser l'implémentation conformément à la feuille de route présentée ; associer systématiquement le secteur privé congolais à la transformation numérique ; et garantir l'inclusion des provinces afin d'éviter une fracture numérique entre Kinshasa et le reste du pays.

La mise en œuvre gagnera enfin à combiner vision de long terme et résultats rapides. Par exemple, un projet pilote d'interconnexion entre deux administrations à fort enjeu, par exemple la DGI et le GUCE pour l'identification fiable des contribuables, démontrerait la valeur du dispositif en moins d'un an. Un projet pilote d'interconnexion entre deux administrations à fort enjeu, par exemple la DGI et le GUCE pour l'identification fiable des contribuables, démontrerait la valeur du dispositif en moins d'un an. Il roderait la gouvernance des données et constituerait l'équipe nationale qui portera ensuite la généralisation du système à l'ensemble de l'administration publique. De tels résultats visibles à court terme sont aussi la meilleure garantie de l'adhésion politique et citoyenne dont un projet de cette ampleur a besoin pour s'inscrire dans la durée.

CONCLUSION

La mise en œuvre du Registre National des Personnes Physiques et du Registre National des Personnes Morales représente bien davantage qu'un projet informatique. Elle constitue une réforme structurante susceptible de transformer profondément la gouvernance publique congolaise. En s'appuyant sur une architecture fondée sur l'interopérabilité, la gouvernance des données et un identifiant unique national, la RDC pourra améliorer la transparence administrative, renforcer la sécurité nationale, accroître la mobilisation des recettes publiques et instaurer un climat favorable aux investissements.

Dans le contexte du partenariat stratégique USA-RDC, cette modernisation apparaît comme une condition essentielle pour favoriser le transfert de technologies et attirer les investissements directs étrangers. Elle contribue également à développer les compétences numériques nationales et à attirer les investissements directs étrangers, à développer les compétences numériques nationales et à créer les bases d'un véritable écosystème technologique congolais inspiré des meilleures pratiques internationales.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BANQUE MONDIALE. (2021). *Digital development overview*.
- DAMA INTERNATIONAL. (2017). *DAMA-DMBOK2: Data management body of knowledge*.
- INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR STANDARDIZATION. (2022). *ISO 8000: Data quality standards*.
- NATIONAL INSTITUTE OF STANDARDS AND TECHNOLOGY. (2023). *Cybersecurity framework 2.0*.
- OCDE. (2020). *The digital government policy framework*. OECD Publishing.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES. (2024). *United Nations e-government survey 2024*.
- WORLD BANK. (2021). *Identification for Development (ID4D) initiative*.